Guillaume PROVENCHER, *Droit et communication.
Liaisons constatées. Réflexions sur la relation entre la
communication et le droit*

Bruxelles, Éd. modulaires européennes, coll. De Lege Ferenda, 2013,
204 pages

Tiphaine Zetlaoui

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9124>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.9124](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9124)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 388-389

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Tiphaine Zetlaoui, « Guillaume PROVENCHER, *Droit et communication. Liaisons constatées. Réflexions sur la relation entre la communication et le droit* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9124> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9124>

Guillaume PROVENCHER, *Droit et communication. Liaisons constatées. Réflexions sur la relation entre la communication et le droit.*

Bruxelles, Éd. modulaires européennes, coll. De Lege Ferenda, 2013, 204 p.

Guillaume Provencher examine la manière dont le droit et la communication se rencontrent en s'interrogeant sur la nécessité d'envisager et d'étudier leurs points d'articulation et d'intersection. L'auteur s'engage en ce sens dans une réflexion d'ordre épistémologique qui le conduit à dégager les fondamentaux théoriques et les modèles de pensée structurant ces deux champs disciplinaires à l'aune de leurs ressemblances. Plus précisément, c'est en mettant en avant – et c'est peut-être là que l'originalité de l'ouvrage est la plus probante – les zones de tension intrinsèques de chacune de ces deux sciences que l'auteur saisit la similarité de leurs enjeux heuristiques.

Selon lui, la scission qui s'exerce au sein des disciplines juridiques se manifeste à travers deux types de courants qui opposent les « *positivistes légalistes* » aux « *jusnaturalistes* » (pp. 26-27). Les premiers défendent une conception objective et universelle de la loi. Les textes doivent être appliqués sans qu'aucune liberté d'interprétation n'infléchisse sur la décision finale du juge qui agit en neutralisant ses propres croyances. Au contraire, pour les seconds, la pratique du droit implique une part de subjectivité puisque la décision du juge dépend de son interprétation de la loi et de ses convictions morales. Non seulement son jugement diffère de celui de ses pairs, mais les décisions qu'il prend ne sont pas identiques d'un cas à l'autre.

Pour Guillaume Provencher, ce type de divergences se retrouve au sein même des sciences de l'information et de la communication (sic). Pour établir sa démonstration, l'auteur prend appui sur les travaux de certains chercheurs comme Lucien Sfez (*Critique de la communication*, Paris, Éd. Le Seuil, 1988) qui a modélisé la réalité communicationnelle en utilisant des métaphores. Sa conceptualisation du réel se réalise comme suit. D'un côté, le réel communicationnel est envisagé par le prisme de la linéarité et de l'extériorité ; l'individu émet des messages par l'intermédiaire d'une machine qu'il dirige et représente. Les acteurs entretiennent alors une relation d'indépendance, le récepteur ne pouvant interférer sur la décision de l'émetteur. D'un autre côté, la réalité est perçue sous le mode de l'expressivité et de l'immanence ; l'individu interagit au sein d'un environnement ou d'un organisme dans lequel s'exerce un brouillage des frontières, en l'occurrence des rôles de chacun. Ici, émetteur et récepteur s'influencent mutuellement.

Selon l'auteur, les professionnels et les théoriciens du droit comme ceux de la communication sont ainsi confrontés dans leurs activités aux mêmes types de problématiques sachant qu'ils opèrent à partir d'une donnée centrale : l'information. Les uns comme les autres s'intéressent à la manière dont une information doit être traitée, codée, transmise ou encore mobilisée pour servir l'intérêt individuel ou général.

Ce champ d'observation conduit Guillaume Provencher à positionner sa démarche. Ainsi se présente-t-il comme un conciliateur d'extrêmes. Il explique qu'« il faut garder en tête qu'un dualisme est toujours une question d'équilibre. Il ne s'agit pas de choisir une conception au détriment de l'autre, car ce qui fonde un dualisme, c'est justement la dualité et l'opposition. En d'autres mots, ce n'est que lorsque les conceptions dualistes sont traitées en parallèle, en reconnaissant leurs besoins et leurs apports mutuels, que nous sommes en mesure de dégager un sens utile à leurs analyses » (p. 31). Ce jeu d'articulation doit se réaliser à la fois sur les plans intra et interdisciplinaire. Pour étayer sa thèse et démontrer que c'est possible, Guillaume Provencher se réfère à certains travaux de Jürgen Habermas (*Théorie de l'agir communicationnel*, trad. de l'allemand par Jean-Louis Schlegel, Paris, Fayard, 1987 [1981]) connu pour avoir envisagé l'intersubjectivité sous le prisme de l'objectivité en élaborant une éthique de la communication selon des règles de droit qui prennent en compte les intérêts de chaque individu à l'aune de ceux de la collectivité.

En définitive, l'ouvrage de Guillaume Provencher fait prendre conscience de la nécessité d'aborder les disciplines juridiques et communicationnelles de manière à les rendre complémentaires. Animés par des préoccupations communes, les théoriciens de ces disciplines doivent travailler ensemble afin de questionner et de définir au mieux l'autonomie ou l'identité du sujet et d'ainsi œuvrer à la consolidation du lien social qui structure le comportement des citoyens. Il en va de l'amélioration des conditions de fonctionnement organisationnel de la démocratie.

Si l'ambition de Guillaume Provencher n'est pas dénuée d'intérêt ni de pertinence, elle semble pour le moins ardue. La comparaison entre sciences juridiques et communicationnelles est réalisée par le prisme d'un schématisme qui semble ne plus être en phase avec la réalité à la fois du monde scientifique et des sociétés modernes. L'hypercomplexité des sociétés technocrates et technologiques est telle qu'il est difficile aujourd'hui de croire en la possibilité de catégoriser le réel. Peut-on réellement savoir si les systèmes de réglementations et

de procédures communicationnelles sont arbitrés de manière objective ou subjective ? Comment concilier des réalités antagonistes qui sont, de fait, difficiles à identifier ? Par ailleurs, si l'entreprise de l'auteur semble innovante, les catégories auxquelles il se réfère paraissent pour le moins obsolètes. La césure dont il fait part entre représentation et expression ou linéarité et interactivité d'une réalité juridico-communicationnelle est aujourd'hui d'autant plus difficile à circonscrire que la réalité peut être appréhendée selon des processus qui juxtaposent de manière simultanée ces pôles d'opposition. Cet état de fait est notamment permis par la capacité des technologies numériques à virtualiser le réel et à localiser l'inlocalisable. La métaphore quantique semble alors probablement la plus à même de circonscrire l'intrication de ces niveaux de réalité contradictoires puisqu'il est désormais possible, par son intermédiaire, de conceptualiser le fait d'être et de ne pas être à la fois. Ce n'est alors pas tant la question d'un équilibre à trouver entre des antagonismes qui se pose, mais plutôt la question des modalités de définition et d'appréhension de ces niveaux de réalités qui ne sont plus distinguables bien que contraires.

Tiphaine Zetlaoui

CIM, université Sorbonne nouvelle – Paris 3, F-75000
tiphainezetlaoui@gmail.com

Histoire, sociétés

Philippe ARTIÈRES, *La police de l'écriture. L'invention de la délinquance graphique 1852-1945*.

Paris, Éd. La Découverte, coll. Sciences humaines, 2013, 184 p.

Alors que la revue *Romantisme* (146, 2009) a publié naguère une livraison intitulée « Polices du langage » et que le Groupe d'études en histoire de la langue française (GELF) a ouvert cette année en Sorbonne un séminaire mensuel consacré aux « Pratiques de l'écriture » du ^{xvi}^e au ^{xx}^e siècle, voici que le livre de Philippe Artières, par son titre tout au moins, semble conjuguer ces deux lignes directrices de recherche. Il n'en est rien, à la vérité, et, le livre refermé, le lecteur se rend compte que l'écriture comme phénomène et comme objet peut susciter bien des approches, parfois heureusement complémentaires. En effet, le propos de l'auteur est de présenter une approche de l'écriture à travers la double lecture des faits historiques et sociaux qu'ont conçue Michel Foucault et Michel Pêcheux, même si ce dernier n'est pas ici nommé en clair. Il s'agit de déconstruire les représentations traditionnelles de l'écriture comme trace du langage dans une perspective où ce dernier sert d'instrument de représentation à diverses pratiques sociales. Dans *Clinique de l'écriture*.

Une histoire du regard médical sur l'écriture (Philippe Artières, Paris, Éd. La Découverte/Poche, 2013 [1998]), l'auteur s'était attaché à une lecture du geste scriptural sous l'angle des pathologies. Aujourd'hui, c'est sous l'angle sémiotique que ce même geste est interrogé en tant qu'il est porteur d'information dont peuvent tirer profit les enquêtes policières. Prévoyant une extension de sa recherche au domaine du commerce des écrits, Philippe Artières est particulièrement clair sur le sens de sa démarche : « La thèse que développe cette enquête en triptyque est simple : les savoirs médical, policier et marchand sur l'écrit construisent l'écriture comme un véritable objet social ; plus que la littérature, ils participent à la construction d'un "ordre du discours" particulièrement efficace et dans lequel, à bien des égards, nous vivons encore, malgré le développement de nouvelles pratiques liées en particulier à la technologie informatique. Si l'image est sans doute devenue aujourd'hui la référence première, il n'en demeure pas moins que l'écrit dans l'espace public continue à faire l'objet d'un contrôle attentif » (p. 12).

Très classiquement organisé en trois parties, l'ouvrage présente successivement pourquoi « Réglementer et circonscrire l'écriture publique (1852-1902) » (pp. 21-61), comment « Lutter contre la délinquance graphique (1871-1918) » (pp. 63-100), et enfin les modalités selon lesquelles il devient possible de « Constituer un savoir policier sur l'écrit (1910-1945) » (pp. 101-161). Abondamment documentée, chacune de ces parties propose une réflexion sur la curieuse interaction existant entre le geste scriptural public, anonyme ou individualisée, et le regard policier dans le temps même où celui-ci se mue à son tour en pratique d'écriture : « Il s'agit ici de travailler à partir de la pensée de Foucault en la tordant pour entrer dans des micro-dispositifs qui ont pour lieux la loi, la rue et le laboratoire. À cette fin nous avons tenté autant que possible de nous livrer à une ethnographie rétrospective : reconstituer les différents gestes à l'œuvre de ces policiers de l'écrit, les suivre, passer le long des palissades en mobilisant comme source la photographie quand elle pouvait documenter certains éléments. Entrer dans les laboratoires de police scientifique, regarder dans les tubes et les microscopes, au-dessus de l'épaule du policier. Notre enquête a surtout cherché à établir la chaîne d'actions des scènes observées. Comment les policiers procèdent-ils ? Que font-ils ? Qu'est-ce que leur regard produit ? Quels écrits produisent-ils à leur tour ? » (p. 15).

Entre 1852 et 1870, environ, l'écriture publique façon *dazibao* chinois, commence à proliférer ; mais, après la Commune, cette prolifération pose problème en causant divers préjudices aux institutions de la République ou